

PROGRAMME D'APPUI JEUNESSE EMPLOI

Pour une économie sociale et solidaire

Les experts de l'Union Européenne, spécialisés en charge du Programme d'appui jeunesse emploi (Paje) étaient venus en force hier à Annaba.

Leur mission : apporter toute l'aide et le soutien théorique pour matérialiser, dans les faits, les perspectives de coopération jeunesse et emploi. Prônée par l'Union Européenne et en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la démarche se veut être agressive pour le développement de l'emploi.

La rencontre, la première du genre, organisée à Annaba, ayant qualité de «wilaya pilote» au même titre que Khenchela, Béchar et Oran, a regroupé de nombreux chefs d'entreprises, représentants d'associations de la société civile de différentes régions de l'est du pays, des collectivités locales, ainsi que des cadres de gestion des institutions de l'Etat tels que ceux des dispositifs Ansej, Angem et Andi.

Les questions abordées par les experts sont en relation avec le ren-

forcement de l'intersectorialité et de mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse, de l'appui à la création d'activités. Ce qui pour les mêmes experts sont des facteurs favorisant l'employabilité, la mise en place de plateformes de services d'appui à la jeunesse et à la société civile.

Favorisant également la structuration du secteur de l'économie sociale, solidaire et innovante et soutien au développement de l'entrepreneuriat des jeunes.

Comme pour secouer les participants quelque peu ankylosés par des discours d'ouverture de circons-

tance, les experts ont été très explicites. Ils ont pratiquement abordé dans le détail l'ensemble des questions du Paje pour mieux se faire comprendre par les participants. Apparemment, ils ont réussi à capter l'attention des uns et des autres.

Rien n'a échappé aux représentants des différentes et nombreuses associations. Il y avait de quoi en sens que les intervenants ont présenté des projets subventionnés dans le cadre d'un fonds de Contribution au développement associatif (Codeva) tel que le dispositif associatif «Bab El Amel» avec l'approche accueil, appui et accompagnement des jeunes à la création de leurs micro-entreprises.

Celui de «A'Amal» pour ce qui est des acteurs locaux agissant

ensemble en faveur de l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes des wilayas de Annaba et Khenchela.

Le projet «Nasije» en ce qui concerne les nouvelles actions solidaires pour l'insertion socio-économique des jeunes exclus. Il faut dire que l'UE a les moyens de sa politique en investissant 23,5 millions d'euros pour la concrétisation de ce Paje. Pour sa part, l'Algérie a engagé 2,5 millions d'euros.

Signée en décembre 2012, la convention est prévue pour une période de 72 mois. Tout est dit dans l'approche développée par les concepteurs du Paje.

Ce dernier vise le soutien des réformes et de l'action du gouvernement algérien dans sa politique

nationale en faveur de la jeunesse, leur employabilité et l'insertion des jeunes.

«Renforcer les capacités et les synergies intra et inter-sectorielles et partenariat des différents secteurs et acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques nationales en direction de la jeunesse, le Paje intervient au niveau national et régional», il s'agit d'une des missions que les experts ont étudiée pour asseoir le développement.

C'est ce qui a intéressé les représentants des associations de femmes rurales, d'aide et de soutien aux jeunes sans emploi ainsi que celles professionnelles dont la pêche sous toutes ses formes et l'élevage, entre autres.

A Bouacha

ORAN

Les Tunisiens veulent séduire les étudiants algériens



Photo : DR

Ce sont des institutions qui viennent en Algérie couvrir ce marché et identifier d'éventuels partenaires locaux pour pouvoir investir en Algérie et aussi rencontrer les étudiants. Ces étudiants algériens qui, dit-il, ne savent pas que juste à côté de l'Algérie, il y a la Tunisie qui propose différents cursus universitaires et à moindre coût. Notre interlocuteur a fait savoir que son pays compte près de 400 000 étudiants, dont 50 000 qui étudient dans le secteur privé parmi lesquels 15 000 étrangers et parmi eux entre 2 000 et 3 000 Algériens.

Très peu, dit-il «il y a de la marge et en plus, le secteur de la formation et de l'enseignement est l'un des secteurs où il n'y a jamais de crise parce qu'on veut toujours les meilleurs écoles pour nos enfants. Notre avantage par rapport aux universités étrangères, c'est que avec la même qualité de prestation, nous pouvons capter même la classe moyenne algérienne».

Amel Bentolba

OUM-EL-BOUAGHI

C'est fait, les premières cartes biométriques sont remises aux candidats au baccalauréat

Hier, M. Chater A., wali d'Oum-El-Bouaghi, accompagné de M. Boudraâ, directeur de la réglementation Drag, se sont déplacés vers le lycée Boukharouba du chef-lieu de wilaya où ils ont livré les premières cartes biométriques aux élèves des classes de terminale devant subir les examens de fin de cycle secondaire, le baccalauréat.

C'est dans une ambiance toute particulière que la remise des cartes s'est effectuée en présence de la directrice de l'éducation et des autorités civiles. Devant un parterre de jour-

nalistes de différents organes de presse, M. Chater a fait ces déclarations «écoutez, c'est un événement, aujourd'hui nous venons de remettre symboliquement des cartes biométriques

aux étudiants, sur un total de 14 933 cartes nationales d'identité biométriques, nous avons reçu 10 900», et d'ajouter «je profite de cette occasion pour lancer un appel aux candidats libres d'activer l'opération d'enrôlement dont les dates expirent le 20 du mois en cours».

Les journalistes n'ont pas laissé passer cette occasion pour revenir sur le problème d'une intoxication alimentaire collective enregistrée dans un établissement primaire, et qui a fait

plus d'une centaine de victimes. A ce sujet, le wali a tranché net «toutes les mesures sont prises, et le directeur de l'établissement en question est frappé d'une mesure conservatoire en attendant les résultats des analyses pour situer les responsabilités. On ne doit pas négliger la santé de nos élèves, d'ailleurs les inspecteurs des cantines sont interpellés pour veiller avec toute la rigueur qui s'impose à ce que cela ne se reproduise plus».

Moussa Chtatha

BÉJAÏA

Des enseignants contractuels et vacataires délogés de Boudouaou assiègent la Direction de l'éducation

Délogés violemment par les forces de l'ordre dans la nuit de dimanche de Boudouaou où ils avaient été stoppés dans leur marche de la dignité, entamée depuis plusieurs semaines vers la capitale pour exiger leur intégration «sans conditions ni concours», les enseignants contractuels ont déplacé leur protestation à Béjaïa.

Les enseignants contractuels protestataires observent depuis lundi un rassemblement devant le siège de la Direction de l'éducation de Béjaïa avec le même mot d'ordre. Les ensei-

gnants vacataires ne semblent pas prêts à baisser les bras pour arracher ce qu'ils estiment comme un «droit légitime» de se faire intégrer dans l'enseignement après plusieurs années d'expérience dans le secteur.

Hier encore, les mêmes protestataires, évacués de Boudouaou, se sont regroupés devant le siège de la Direction de l'éducation qu'ils ont également cadencé. «Les enseignants contractuels ont déplacé leur manifestation à Béjaïa d'où a été entamée la marche. Ils observent un rassemblement en attendant l'arrivée de leurs collègues des autres wilayas qui arrivent par petits groupes. Après l'intervention du Premier ministre, on attend une décision courageuse du premier magistrat pour régler définitivement le problème de ces milliers de contractuels», a signalé Idir Achour, responsable du

CLA, qui n'écartera pas une autre marche vers la capitale à partir de Béjaïa. Plusieurs dizaines d'enseignants contractuels de différentes régions du pays se sont donc donnés une autre fois rendez-vous à Béjaïa pour poursuivre le combat jusqu'à la satisfaction de leur revendication. «Personne ne nous fera reculer dans notre lutte pour arracher notre intégration. On poursuivra la protestation jusqu'à ce que les plus hautes autorités du pays accèdent à notre légitime doléance», fulmine un enseignant protestataire qui a tenu à rassurer qu'il n'y a aucun blessé grave suite à l'intervention très musclée des forces de l'ordre à Boudouaou.

Les mêmes protestataires ont improvisé dans l'après-midi d'hier une marche suivie d'un rassemblement devant le siège de la Wilaya en reprenant à tue-tête des slogans exigeant leur

intégration dans le secteur de l'éducation. Certains témoignages des enseignants vacataires rapportent que c'est vers 3 heures du matin, dans la nuit de dimanche à lundi, que les forces de l'ordre sont intervenues avant de les embarquer manu militari dans des bus, sans respecter leurs wilayas d'origine.

Plusieurs protestataires, dont de nombreux enseignants, ont été roués de coups par les policiers, s'est indigné un syndicaliste.

Par ailleurs, les travailleurs affiliés au Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'Education nationale (SNCCOPEN) sont également revenus à la charge dans la journée d'hier à travers un rassemblement devant le siège de l'éducation pour réitérer leurs exigences socioprofessionnelles.

A. Kersani

RELIZANE

Les villageois du douar Habib bloquent l'accès de l'APC de Sidi-Khettab

Dans la journée d'hier, les villageois du douar Habib, une localité enclavée relevant de la commune de Sidi-Khettab, ont bloqué l'accès du siège de l'Assemblée populaire communale de Sidi-Khettab, afin d'exiger des pouvoirs publics la résolution définitive de leurs problèmes qu'ils ont déjà exposés aux élus locaux cela fait quatre années. Les revendications de la population portent, entre autres, sur l'eau, le bitumage des routes et pistes, l'aide à l'habitat rural, l'alimentation en eau potable, etc. «C'est à cause des promesses non tenues que nous avons décidé de revenir à la charge, reprendre la contestation et aller jusqu'au bout», nous dira un villageois. A noter que le maire et les élus ont reçu une délégation de citoyens et pris acte de leur plateforme de revendications, en promettant de faire tout leur possible pour la satisfaire. Les villageois de la commune sus-citée ne veulent rien savoir et exigent la présence des directeurs des wilayas concernés, car leur commune n'est pas en mesure de répondre seule à leurs doléances.

A. Rahmane